

Unité départementale d'Eure-et-Loir
15 Place de la République
28019 CHARTRES

CHARTRES, le 04/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUDEVILLE & FONTAINE

51 route d'Oulins
28260 Anet

Références : IC230646
Code AIOT : 0010000082

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/06/2023 dans l'établissement BOUDEVILLE & FONTAINE situé 51, Route d'Oulins 28260 Anet. L'inspection a été annoncée le 22/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection est réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle des installations classées pour la protection de l'environnement.

Cette inspection s'inscrit également dans le cadre du traitement d'une plainte de la mairie relative à des nuisances olfactives ressenties dans le voisinage de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUDEVILLE & FONTAINE
- 51, Route d'Oulins 28260 Anet
- Code AIOT : 0010000082
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site bénéficie des arrêtés suivants :

Arrêté préfectoral d'autorisation du 2 novembre 1993 autorisant la société BOUDEVILLE ET

FONTAINE à exploiter une installation de production d'emballages métalliques sur le territoire de la commune d'Anet ;

Arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2004 portant prescriptions relatives à la réduction des émissions de composés organiques volatils dans le cadre de l'extension des installations d'impression.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de l'inspection précédente du 12 septembre 2022 ;
- situation administrative du site ;
- contrôle des rejets atmosphériques ;
- fiches de données de sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.6	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Situation administrative	Code de l'environnement du 30/06/2023, article R.181-46-II	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 19/10/2004, article 2.2	Sans objet
2	Plan de gestion des solvants	AP Complémentaire du 19/10/2004, article 2.7	Sans objet
3	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 7	Sans objet
4	Etat des stocks	Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.3.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La mise à jour de la situation administrative du site et la justification que les installations électriques sont entretenues en bon état sont à porter à connaissance du préfet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2004, article 2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites des rejets
Prescription contrôlée : Le flux annuel des émissions diffuses ne doit pas dépasser 30 % de la quantité de solvants utilisée. Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère, après traitement et notamment le débit des effluents, les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau qui suit. Débit de rejet maximal autorisé Paramètres [COV, NOx, CO, CH4]
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : Le rapport de mesures des émissions atmosphériques du 26 juin 2023 conclut au respect des valeurs limites fixées en concentration et en flux, en sortie de cheminée de l'incinérateur de COV. La chaîne de séchage du vernissage et d'incinération des COV n'était pas en fonctionnement le jour de l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de gestion des solvants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 19/10/2004, article 2.7
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des solvants
Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation (encres solvantées, vernis, solvants de dilution et de nettoyage). Il le transmet annuellement à l'inspection des installations classées et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation. Ce plan est élaboré conformément à la version en vigueur du "Guide d'élaboration d'un plan de gestion de solvants" édité par l'Ineris sous l'égide du Ministère de l'écologie et du développement durable.
Constats : Pas de non-respect constaté.
Observations : L'exploitant présente le plan de gestion des solvants 2022 réalisé le 27 mars 2023 par NOVALLIA. Le rapport conclut que la part des émissions diffuses de COV n'excède pas 11,57 % pour une valeur limite réglementaire fixée à 30 %.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/08/2008, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration GERE
Prescription contrôlée : La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars N + 1.
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : L'établissement a effectué sa déclaration annuelle GERE le 13 mars 2023. Cette déclaration comporte un état de la production des déchets dangereux en 2022 et la déclaration des émissions de solvants émis à l'atmosphère sous la forme d'un Plan de Gestion des Solvants.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Etat des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 2.3.1
Thème(s) : Situation administrative, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant doit pouvoir justifier à tout moment à l'inspecteur des installations classées des quantités d'encre, de vernis et de solvants reçus dans son établissement et des quantités stockées.
Constats : Absence d'écart relevé
Observations : Un état des stocks arrêté au jour de l'inspection inventorie les produits dangereux. Cet inventaire détaille les quantités de produits neufs de vernis, de solvants et de déchets contenant des substances dangereuses.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/11/1993, article 1.6
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : 1.6.1 L'établissement sera pour de moyens de secours contre l'incendie appropriés, tels que postes d'eau, extincteurs mobiles, seaux de sable, tas de sable meuble avec pelles. Ce matériel sera entretenu en bon état de fonctionnement et périodiquement vérifié. 1.6.7 L'installation électrique sera entretenue en bon état : elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.
Constats : Les installations électriques ne sont pas maintenues en bon état.
Observations : Les installations électriques ont fait l'objet d'un contrôle par l'APAVE les 2 et 3 mars 2023. Le rapport recense trente-trois observations : huit observations sont nouvelles et sur les vingt-cinq récurrentes, dix sont relatives à l'éclairage de secours et aux blocs autonomes et sept sont relatives à des défauts de plans ou de signalétique.

<p>Le contrôle périodique des extincteurs réalisé le 18 octobre 2022 conclut au bon état général du parc et précise que les extincteurs n°24, 9, 11, 12, 15 et 24 devront être réformés en 2024.</p> <p>Le contrôle périodique des robinets d'incendie armés réalisé le 18 octobre 2022 conclut à leur bon état général.</p> <p>Le contrôle périodique des exutoires de fumées réalisé le 9 mars 2023 relève en observation que les câbles et poulies des trappes n°2 et n°4 ne sont pas opérationnelles. Par courriel du 28 novembre, l'exploitant a transmis le bon d'intervention relatif à la remise en état des exutoires effectué le 23 juin 2023.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 60 jours

N° 6 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 30/06/2023, article R.181-46-II
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour de la situation administrative
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toute modification apportée à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage susceptible d'entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation. En application de ce même dispositif réglementaire, le préfet doit établir si la modification est substantielle</p>
<p>Constats :</p> <p>Absence de porter à connaissance du préfet de la situation administrative de l'établissement réactualisée suite aux modifications de la nomenclature des installations classées (classement et déclaration d'existence pour les nouvelles rubriques).</p>
<p>Observations :</p> <p>La dernière situation administrative a été actée par arrêté préfectoral complémentaire du 19 octobre 2004.</p> <p>L'établissement selon le tableau de classement serait classé à autorisation sous la rubrique 2450 et à déclaration sous les rubriques 2560, 1412, 1180. Les rubriques 1412 et 1180 sont supprimées de la nomenclature par décret.</p> <p>Compte-tenu des modifications apportées à la nomenclature des installations depuis 2004, l'exploitant devra réactualiser la situation administrative de l'établissement par rapport à la nomenclature des installations classées applicable et porter à connaissance du préfet les modifications apportées à son fonctionnement.</p> <p>Cette information du préfet avait déjà fait l'objet de la demande D1 du rapport d'inspection du 3 juin 2016.</p> <p>À notre connaissance, cette information du préfet n'a pas été réalisée.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites